

Le nationalisme [suite]

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **8 (1916)**

Heft 4

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-383111>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

	Chiffre indice absolu	Chiffre pro- portionnel
1 ^{er} juin 1914	1043.63	100,0
1 ^{er} septembre 1914	1071.12	102,6
1 ^{er} décembre 1914	1120.13	107,3
1 ^{er} mars 1915	1189.36	114,0
1 ^{er} juin 1915	1237.10	118,6
1 ^{er} septembre 1915	1255.55	120,3
1 ^{er} décembre 1915	1315.17	126,0
1 ^{er} mars 1916	1350.02	129,4

Le chiffre proportionnel nous dit qu'il faut dépenser aujourd'hui fr. 129.40 pour obtenir la même quantité des mêmes denrées payée fr. 100. — en juin 1914, fr. 102.60 en septembre 1914, et ainsi de suite.

Et la hausse continue, tandis que le chômage dans certaines industries, quand ce ne sont pas des baisses de salaire qui en sont cause, réduit dans d'énormes proportions le gain des ouvriers.



Le Nationalisme

(Suite)

Chaque parti présume qu'il connaît le moyen d'assurer une paix durable. L'Allemagne, en déclarant qu'elle est prête à causer, ne dit pas quel est son moyen d'arriver, mais sans être dans les secrets de la Wilhelmstrasse on peut se former une idée des conditions qu'elle considère comme essentielles pour une paix durable. Elle voudrait, comme minimum, le maintien du *statu quo ante bellum* en Europe; de belles colonies en Afrique et des points d'appui et de ravitaillement pour ses navires de guerre et de commerce dispersés un peu partout; la liberté de toutes les mers garantie; la porte ouverte dans toutes les colonies et les droits de nation favorisée accordés dans tous les pays. Elle parle, par la bouche de M. Helfferich, d'indemnité de guerre, mais je suppose que c'est plutôt pour faire plaisir à ses auditeurs du Reichstag que pour effrayer ses adversaires.

L'Autriche-Hongrie se tait. Elle sera bien heureuse de sortir saine et sauve de cette aventure et, le cas échéant, elle pourrait bien céder, par-ci par-là, quelques parties de son territoire réclamées par des voisins. Comme c'est son alliée qui l'aura sauvée de la ruine, c'est bien elle qui aura la parole décisive — pourvu que les puissances du centre restent victorieuses.

Mais l'Entente? Outre le but commun, la paix durable, chacun des Etats alliés a ses propres intérêts à satisfaire. Pour le but commun il n'y a qu'un moyen déclaré comme efficace: la destruction du « militarisme prussien ». On n'admet pas de doute là-dessus, mais comment s'y prendre? Abolir la conscription dans les con-

trées de langue allemande et la retenir dans les autres? Croit-on réellement que par un démembrement de la Prusse, qui a inculqué ce militarisme au reste de l'Allemagne, on puisse changer les mœurs et les aspirations de ces 70 millions d'hommes? Veut-on, par la continuation de la guerre, faire l'éducation du peuple allemand barbare? Veut-on les forcer à détruire leurs forteresses, dont on n'a pas encore pris une seule, et leur défendre de s'armer? En cas de victoire décisive, on peut, sans se mettre en opposition trop évidente avec ses propres principes, rendre l'Alsace-Lorraine à la France en y ajoutant, pour des raisons stratégiques, la partie de l'Allemagne au delà du Rhin; on peut restituer au Danemark la partie septentrionale du Sleswig, dont les habitants sont de nationalité danoise; on peut enfin ajouter la partie de la Prusse habitée par des Polonais au royaume de Pologne réssuscité sous le protectorat de la Russie. Mais tous ces changements, pourvu qu'on ait le pouvoir de les exiger, ne changeront rien d'essentiel. En débarrassant l'Allemagne d'éléments qui lui sont étrangers, même hostiles, on n'aura qu'affaibli quelque peu sa position militaire en la fortifiant moralement pour l'avenir. La liquidation de l'Autriche-Hongrie présenterait moins de difficultés insurmontables, mais, en donnant l'autonomie à toutes ses parties constituantes, on ne les attachera pas à l'Entente. Les pays dont les populations sont de nationalité allemande ou magyare ne cesseront pas de graviter vers l'alliée de cette guerre inoubliable. Les Polonais de Galicie, dépourvus de leur position dominante au profit des Ruthènes protégés par la Russie seront un élément très influent dans la nouvelle Pologne par leur richesse et leur culture, et cet élément ne sera certes pas favorable à l'Entente.

En somme, en imposant à un grand peuple une position internationale qui ne correspond pas à sa force réelle, on agit contre la nature et l'on ne produit qu'un malaise général menant à une nouvelle explosion.

Le « programme minimum » élaboré à La Haye dans un esprit si large et si conciliant, accepté par toutes les réunions pacifistes subséquentes, est retenu comme point de départ pour la Conférence internationale de Berne. Les gouvernants et la presse des pays belligérants font mine de trouver toutes ces assemblées risibles et traitent tout ce monde qui parle de paix — tandis qu'ils veulent se battre — de fantasques et d'idéologues; néanmoins, ils savent bien qu'un jour ou l'autre ils seront forcés de tenir compte de ce travail préparatoire qui n'exprime que les idées très simples, partagées de tous les Européens en état normal d'esprit et d'âme.

Si l'on tâche de couvrir le mouvement pacifiste de ridicule, c'est par crainte qu'il ne gagne la partie de l'humanité atteinte de « psychose des belligérants », cette épidémie contagieuse qui, à l'envers des autres épidémies, est protégée par un cordon de quarantaine politique, pour empêcher qu'on en guérisse.

Mais son virus perd de force et les idées pénètrent malgré toutes les entraves de censure et de terrorisme quasi patriotique.



Dans les fédérations

Chez les ouvriers sur bois

Le secrétariat romand de cette fédération vient de publier un rapport sur la marche de l'organisation pendant les années 1914 et 1915.

Durant ces deux années, le nombre des conflits et mouvements de salaire fut forcément restreint. En 1914, nous avons enregistré 21 mouvements englobant 643 participants. Il y eut deux grèves offensives et deux grèves défensives. Quant aux autres actions, elles n'obligèrent pas à la mise-bas. Dix d'entre elles se terminèrent avec gain de cause, tandis que plusieurs durent être interrompues de par la guerre ou échouèrent. Ces mouvements ont apporté en réduction des heures de travail : à 189 collègues deux heures de diminution par semaine, soit au total par année 19,500 heures. En amélioration du salaire : 235 collègues ont réalisé une majoration de 2 fr. 40 par semaine, soit au total par année 29,801 fr. Dans sept cas, ces avantages ont été stipulés dans une convention collective avec 57 ateliers et 235 ouvriers intéressés.

En 1915, la fédération a soutenu sept mouvements comprenant 1012 participants. Quatre furent de l'offensive, dont deux entraînèrent à la grève. Les autres trois mouvements eurent un caractère défensif. Aucun de ces mouvements n'avait comme objectif la réduction de la durée de présence. Ils ne visaient que la question du salaire. Il fut obtenu pour 420 collègues une amélioration moyenne de 1 fr. 80 par semaine, correspondant à une augmentation totale annuelle de 39,832 fr.

Les secours de grève payés par la fédération s'élevèrent en 1914, à fr. 53,765.32; en 1915, à fr. 8,331.90.

Avant la guerre, la fédération possédait deux organes officiels intitulés *Holzarbeiterzeitung*, pour les sociétaires de langue allemande, et *L'ouvrier sur bois*, pour ceux de langue française et italienne. Pendant les premiers mois de guerre, la publication de ces deux journaux fut suspendu et, actuellement, ils ne forment plus qu'un organe bilingue.

Les différents services de secours des ouvriers sur bois ont été mis à contribution pendant la période de guerre 1914—1915. Les secours-maladie et chômage accusent, à eux seuls, pour les deux années, un total de fr. 130,538.15 pour le chômage, et fr. 111,498.63 pour la maladie. Les grèves et renvois arbitraires ont coûté fr. 63,675.22.

Depuis la seconde moitié de 1915, l'effectif a augmenté et il y a diminution dans le nombre des chômeurs. Espérons que cette situation ira encore en s'améliorant jusqu'à la fin de la guerre.

Fédération ouvrière suisse

Le comité central de la Fédération ouvrière suisse — institution groupant les différentes associations syndicales, socialistes, travailleurs catholiques, etc., et subventionnée par la Confédération — s'est réuni dimanche 9 avril, à Zurich, sous la présidence de O. Lang, président. Après avoir pris connaissance du rapport du secrétaire général Greulich, on discute du budget pour 1916.

Celui-ci donne lieu à une discussion d'une certaine importance, du fait qu'il supprime le salaire d'un secrétaire. Le camarade Laurenz ayant été engagé dans la direction d'une coopérative de consommation de Zurich, le bureau propose de ne pas pourvoir à son remplacement, étant données les circonstances et surtout l'ère des déficits.

Les représentants des organisations catholiques demandent, au contraire, sinon la nomination immédiate, tout au moins le maintien du poste, en prévoyant un représentant de leurs tendances pour la repourvue du mandat. Comme ce sont des raisons financières qui obligent de surseoir à toute nomination pour le moment, il n'est pas possible de sortir de la question budgétaire pour donner satisfaction à la demande présentée par les catholiques. La décision se trouve réglée par l'acceptation du budget à l'unanimité des membres de l'assemblée.

Un discours du camarade Greulich ayant pour objet de créer un rapprochement des organisations syndicales à tendances diverses, donne lieu à un échange de vues intéressant.

La nécessité d'examiner sérieusement la suppression des adjoints de Bienne et Genève est également soulevée par le président, qui estime que le travail du secrétariat sera plus conforme à sa mission, une fois la centralisation complètement réalisée. Cette idée n'a soulevé aucune réflexion de l'assemblée. Mais on a bien l'impression qu'une refonte complète de toute cette organisation, qui n'a pas donné, pendant la guerre plus particulièrement, ce qu'on était en droit d'attendre d'elle, est nécessaire.